



Questionnaire :

Dans le cadre des élections européennes, HOP demande l'avis de tous les candidats, par courrier ou courriels sur leurs engagements vis-à-vis de la durée de vie des produits.

Européennes 2019

Réponse de Nathalie Arthaud tête de la liste Lutte ouvrière "Contre le grand capital, le camp des travailleurs"

L'équipe HOP vous remercie d'avance de bien vouloir nous répondre par email ou par courrier sur la manière dont vous comptez lutter contre l'obsolescence accélérée, notamment en nous donnant votre opinion et engagements relatifs aux 10 propositions suivantes :

Améliorer la conception : seriez-vous favorable à ...

1. *Aller vers une interdiction de l'obsolescence programmée en Europe par une définition précise assortie de sanctions dissuasives dans le droit européen.*

Je ne peux qu'être favorable à toutes les mesures allant dans le sens de la plus grande transparence en matière d'obsolescence programmée et de sanctions les plus « dissuasives » possible contre les responsables. En la matière, il ne s'agit pas d'une dérive ou de fautes imputables à tel ou tel fabricant, mais d'une politique quasi générale propre à ce système capitalisme où la course au profit ne connaît d'autres limites que celles que peuvent leur imposer les travailleurs. Aussi, tout en partageant cette perspective d'inscrire de telles sanctions dans le droit, fut-il européen, je reste convaincue que seul le contrôle le plus large et permanent des activités industrielles, mais aussi de la recherche par les travailleurs eux-mêmes comme par les associations de consommateurs, c'est-à-dire une action consciente et collective non entravée par le secret des affaires ou du commerce, pourraient le rendre un tant soit peu efficace.

2. *Adopter des mesures obligatoires d'éco-conception (durée de disponibilité et délai de fourniture des pièces, démontabilité, etc.) sur l'ensemble des équipements électriques et électroniques en Europe, notamment les smartphones. Etendre ces obligations aux modems, textiles, meubles, matériaux de construction, etc. avec un niveau d'ambition maintenu.*

Tout ce qui pourrait aller dans ce sens doit être encouragé, car l'absence de telles mesures actuellement révèle tout simplement le fait que rien ne s'impose ou presque aux capitalistes. Ceux-ci ont de longue date lancé des productions sans avoir à prendre en charge, ni même à se poser la question, du recyclage ou de la dépollution. Et c'est d'ailleurs bien au-delà de l'Union européenne qu'il faudra imposer de telles normes, c'est-à-dire à l'échelle même du monde capitaliste. Et encore faut-il que de telles règles ne restent pas de la poudre aux yeux, une forme de « green washing » permettant à certains groupes de se poser en capitaliste responsable voire écologiste, deux termes tout à fait incompatibles avec cette économie basée sur la recherche permanente des bénéfices maximums.

3. *Eviter l'obsolescence logicielle en obligeant les éditeurs de logiciels en Europe à dissocier les mises à jour logicielles correctives des mises à jour évolutives, et à informer l'utilisateur des conséquences sur le fonctionnement de l'équipement.*

Dans ce domaine comme dans d'autres, laisser la mainmise aux industriels est en effet leur laisser un pouvoir de plus en plus exorbitant et envahissant. Les logiciels dont la grande majorité de la population n'a plus le choix de pouvoir se passer devraient être libres, gratuits ainsi que leur mise à jour. Cela pourrait passer par une agence publique du logiciel, comme cela devrait être le cas de l'eau ou de l'électricité.

4. *Proposer dans le droit européen l'ouverture du code des logiciels après la fin de leur support technique.*

Je suis favorable à la transparence la plus grande et à l'abolition du secret commercial et technique, et donc à toute forme de fermeture des codes logiciels.

Favoriser la réparation : seriez-vous favorable à...

- 5. Inciter les fabricants à communiquer aux opérateurs professionnels indépendants toute information nécessaire au diagnostic, à l'entretien et à la réparation des biens électriques et électroniques, sur le modèle de l'obligation existante pour le marché de la réparation automobile.*

Cette mesure me semble naturelle... sauf qu'elle contrevient dans les faits à la... nature de l'économie capitaliste. Celle-ci se caractérise depuis toujours par un gigantesque gâchis, matériel et de compétences. Et tout a été fait effectivement pour faire progressivement disparaître les services après-vente, les réparations effectuées par les marques elles-mêmes, et la possibilité même d'effectuer les réparations de manière indépendante. S'il faut jeter quelque chose sans le réparer, c'est bien le système capitaliste !

- 6. Prévoir pour les réparateurs professionnels l'obligation d'informer les consommateurs de l'existence de pièces de rechange issues de l'économie circulaire lors de la réparation ou de l'entretien de leur produit électrique ou électronique, sur le modèle de l'obligation existante sur le marché de la réparation automobile.*

Tout ce qui peut assurer la plus grande transparence pour le consommateur ne peut être qu'encouragé. Mais prendre le marché de la réparation automobile comme « modèle » appelle une réserve : les réparations n'en deviennent pas pour autant beaucoup plus accessibles financièrement parlant, car tant que la filière des grands constructeurs a la main sur les pièces de rechange et leur prix, ils continuent d'empocher de copieux bénéfices de ces opérations. Il faut donc une transparence et un contrôle sur l'ensemble des filières et des sous-traitants.

- 7. Permettre aux États de moduler la TVA pour le secteur des biens de réparation et reconditionnés.*

De façon générale je ne défends pas la TVA qui est l'impôt le plus injuste pour les classes populaires. Celles-ci n'ont pas à financer par cet impôt indirect la politique des gouvernements qui leur font les poches pour en transférer le contenu au grand capital. Que son taux soit réduit dans certains domaines comme il est proposé ne peut être qu'un premier pas vers une refonte générale de l'impôt. Nous voulons, quant à nous, en libérer les salariés et imposer le capital.

- 8. Introduire une durée minimale de disponibilité des pièces détachées sur le marché unique européen et afficher clairement la durée de disponibilité des pièces en magasin.*

Là encore, je ne peut que me prononcer favorablement à de telles avancées. Mais à « durée minimale », je préférerais opposer la durée la plus longue, comme la garantie sur ces pièces. Et sans mesure de contrôle et de contraintes, ces dispositions ne coûteront pas beaucoup plus que le prix d'une étiquette aux capitalistes, passés maîtres dans l'art de contourner les réglementations ou de se soustraire à leurs (faibles) obligations légales.

Consommer durable : seriez-vous favorable à ...

- 9. Mettre en place un indice de durabilité sur les produits électriques et électroniques (robustesse, réparabilité, prix des pièces, service SAV...) ambitieux et transparent au niveau européen.*

Je suis d'accord pour un tel indice, mais à condition que les certifications soient effectuées par des organismes publics indépendants de tout lien avec les entreprises. Le secteur du médicament montre qu'une telle indépendance est souvent un vœu pieux dans ce système où hauts fonctionnaires et grands industriels marchent main dans la main depuis les bancs de l'école ou de l'Assemblée...

- 10. Plaider à l'échelle européenne pour une extension de la durée minimale de garantie légale de conformité, pour la porter à 5 ou 10 ans pour les produits les plus durables (gros électroménager, télévisions, ordinateurs...).*

Les travailleurs doivent reprendre la main, rationaliser les productions, arrêter d'inventer à tout-va pour créer des besoins pour vendre en permanence, arrêter l'obsolescence programmée. Tout ce qui peut apporter un appui aux consommateurs et à leurs associations ne peut être que soutenu, ainsi que leur pouvoir de contrôle étendu en brisant ce qui est tenu caché aujourd'hui au nom du secret commercial. Cela doit passer également par la possibilité donnée aux travailleurs des entreprises d'accéder aux données et informations nécessaires et à leur libre diffusion.